



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale  
de la cohésion sociale et de la  
protection des populations

PREFET DE LA SAVOIE

Service protection et santé  
animales et installations classées  
pour la protection de  
l'environnement

**ARRETÉ PRÉFECTORAL**  
**portant liquidation partielle d'une astreinte administrative**

**Société PRD**  
**Commune de LES MARCHES**

**LE PREFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;

**VU** la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2718 relative aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2014 mettant en demeure la société PRD de régulariser la situation administrative de son installation de stockage de déchets d'amiante liée, située sur le territoire de la commune de Les Marches ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2014 portant suspension d'activité et mesures conservatoires à la société PRD pour son installation de stockage de déchets d'amiante liée, située sur le territoire de la commune de Les Marches ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2015 rendant redevable d'une astreinte administrative journalière de 150€ la société PRD pour non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

**VU** le rapport du 10 mars 2015 de l'inspecteur de l'environnement établi à la suite de la visite du site le 4 mars 2015 ;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2015 rendant redevable d'une astreinte administrative journalière a été notifié à l'exploitant le 2 février 2015 ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite du 4 mars 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non respect de la mise en demeure signifiée par arrêté préfectoral du 6 octobre 2014, l'exploitant ayant réalisé de nouveaux apports de déchets sur le site ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

## **ARRETE**

### **Article 1**

L'astreinte administrative imposée par arrêté préfectoral du 27 janvier 2015 à la société PRD, représentée par monsieur Jérôme PERCEVAL, est liquidée partiellement pour la période du 2 février 2015, date de notification de l'arrêté préfectoral sus mentionné, au 4 mars 2015 inclus, date de la visite d'inspection, soit 31 jours.

A cet effet, un titre de perception de 4 650 euros (quatre mille six cent cinquante euros), répondant du montant journalier de l'astreinte due pendant la période mentionnée ci-dessus, est rendu immédiatement exécutoire.

### **Article 2**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif de Grenoble par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

### **Article 3**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental des finances publiques de la Savoie, madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à madame le Maire de la commune de LES MARCHES.

Chambéry, le **31 MARS 2015**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général

François-Claude PLAISANT